

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron

Albi, le 30/06/2022

Cellule risques accidentels et risques chroniques

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



IDOINE LESCOUT

484 chemin des Vignes
81110 LESCOUT

Références : 81-CRARC-2022-71

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement IDOINE LESCOUT implanté 484 chemin des Vignes 81110 LESCOUT. L'inspection n'a pas été annoncée. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre d'un contrôle réactif, mené le 17/06/2022 suite à une plainte déposée auprès de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDOINE LESCOUT
- 484 chemin des Vignes 81110 LESCOUT
- Code AIOT dans GUN : 0006805999
- Régime : Autorisation

Le site est une installation de stockage, de récupération de déchets métalliques et de métaux ainsi que de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dépollution de VHU
- Entreposage de VHU
- Radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)
Entreposage VHU avant dépollution	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.1	Mise en demeure, respect de prescription
Aire dépollution VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.3	Mise en demeure, respect de prescription
Cisaillage et pressage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42.2	Mise en demeure, respect de prescription
Radioactivité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Mise en demeure, respect de prescription
Dépollution	AP Complémentaire du 19/12/2018, article 1 et 2	Mise en demeure, respect de prescription
Accès VHU non-dépollués	AP Complémentaire du 19/12/2018, article 3	Mise en demeure, respect de prescription
Entreposage pneumatiques	AP Complémentaire du 19/12/2018, article 10	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les faits non conformes relevés dans le tableau ci-dessus nous conduisent à proposer à Monsieur le

préfet de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de se mettre en conformité aux dispositions des articles 41.1, 41.3 et 42.2 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 06/06/18 et des articles 1, 2, 3 et 10 de l'annexe à l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/12/2018, dans les délais précisés dans l'arrêté préfectoral à compter de sa notification et dont le projet est annexé au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Entreposage VHU avant dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.1
Thème(s) : Déchets, Entreposage VHU avant dépollution
Prescription contrôlée : I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution : L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack). Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois. La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. La zone d'entreposage des véhicules accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable. Elle est imperméable et munie de rétentions.
Constats : Plusieurs véhicules hors d'usage non dépollués sont empilés. La zone d'entreposage de ces véhicules est distante de moins de 4 mètres des autres zones de l'installation. L'inspecteur demande à l'exploitant de respecter les prescriptions de l'article 41.1 de l'arrêté Ministériel du 26/11/2012 et de lui transmettre un justificatif dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Aire dépollution VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41.3
Thème(s) : Déchets, Aire dépollution VHU
Prescription contrôlée : III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage : Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.
Constats : Des traces d'huiles suspectes sont dispersées sur la totalité du site avec une forte quantité au-dessous de la presse sur une zone non abritée imperméable. Plusieurs moteurs démontés sont entreposés sur une surface étanche non abritées à proximité de la presse. L'inspecteur rappelle à l'exploitant de que les véhicules hors d'usage ne doivent être dépollués que sur l'aire de dépollution et que toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont à entreposer à l'abri des intempéries. Il lui demande de stocker ces moteurs démontés dans des conteneurs étanches à l'abri des intempéries et de lui transmettre un justificatif dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Cisailage et pressage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42.2
Thème(s) : Déchets, Cisailage et pressage
Prescription contrôlée : Opérations après dépollution : L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués. Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.
Constats : L'aire de cisailage et de pressage est située à moins de 4 mètres des autres aires de stockage de déchets de véhicules hors d'usage. L'inspecteur demande à l'exploitant de faire respecter cette distance de 4 mètres d'éloignement et demande de lui transmettre un justificatif dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Radioactivité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p> <p>II. Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none">- source (producteur) et origine géographique du déchet ;- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'un système de détection de radioactivité qui ne fonctionne pas depuis plusieurs années.</p> <p>Plusieurs coffres forts sont entreposés dans le bas du site et l'exploitant affirme que certains sont susceptibles d'être radioactifs.</p> <p>L'inspecteur rappelle à l'exploitant de que l'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Il lui demande faire réparer le système de détection de radioactivité et de lui transmettre les justificatifs dans un délai de 2 mois. Il lui demande également de faire contrôler la radioactivité des coffres-forts. Si celle-ci est avérée, il devra faire évacuer ces coffres-forts par une société agréée dans un centre de traitement agréé dans un délai maximal d'1 mois et de lui transmettre, dans ce délai, les justificatifs de non contamination des coffres-forts et leur évacuation si nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Dépollution

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2018, annexe articles 1 et 2
Thème(s) : Déchets, Dépollution
Prescription contrôlée : [...] Conformément à l'article R. 543-164 du code de l'environnement : 1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage : <ul style="list-style-type: none">• les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;• les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;• les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;• les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;• le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;• les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;• les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;• les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation. 2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule : <ul style="list-style-type: none">• composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;• composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;• verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité depuis le 1er juillet 2013.[...]
Constats : Toutes les opérations de dépollution ne sont pas réalisées sur les véhicules hors d'usage : pneumatiques non démontés, parechocs et composants volumineux en matière plastique non extraits L'inspecteur demande à l'exploitant de procéder à ces opérations dès la prochaine dépollution de véhicule hors d'usage et de lui transmettre un justificatif prouvant qu'elles sont toutes réalisées dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Accès VHU non-dépollués

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2018, annexe article 3
Thème(s) : Déchets, Accès VHU non-dépollués
Prescription contrôlée : Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.
Constats : Des personnes extérieures au site accèdent aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution. L'inspecteur demande à l'exploitant de faire cesser ces accès non-conformes immédiatement et de lui transmettre un justificatif dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Entreposage pneumatiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2018, annexe article 10
Thème(s) : Déchets, Entreposage pneumatiques
Prescription contrôlée : les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
Constats : Les pneumatiques sont entreposés dans deux bennes : <ul style="list-style-type: none">• l'une située dans un bâtiment dans des conditions propres en attente de leurs extraction;• l'autre située à l'extérieur, débordant avec plusieurs pneumatiques éparpillées tout autour de cette benne. L'inspecteur demande à l'exploitant d'extraire les pneumatiques autour de la seconde benne extérieure. Il lui demande également que l'entreposage dans cette benne extérieure soit réalisé conformément aux prescriptions de l'annexe 10° de l'arrêté préfectoral du 19/12/2018 et de lui transmettre un justificatif dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription